Extrait du UJFP

https://www.ujfp.org/spip.php?article2731

Bidonvilles : le changement c'est urgent !

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : mercredi 15 mai 2013

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Quelques milliers de familles roumaines et bulgares (environ 10000 personnes) vivent en Île-de-France depuis plusieurs années.

Contrairement aux idées reçues, il ne s'agit pas d'une « invasion » massive et brutale. Toutes fuient la misère et, pour les familles rroms, une discrimination redoutable dans leurs pays d'origine. Comme toutes les familles immigrées, elles cherchent un avenir pour leurs enfants. La plupart d'entre elles vivent dans des bidonvilles insalubres d'où elles sont régulièrement chassées, voyant détruites leurs maigres affaires, et brisés leurs efforts d'intégration (scolarisation, suivi médical...).

Certaines communes continuent impunément à pratiquer des mesures discriminatoires comme le refus de scolarité, pourtant illégal. Les expulsions ne règlent rien. Les familles s'installent quelques kilomètres plus loin.

Leurs conditions de vie sont d'autant plus difficiles et indignes qu'on limite leur accès au travail et qu'on leur refuse l'accès à l'eau ou l'évacuation des déchets. Ce sont pourtant ces conditions de vie qui servent de prétexte à la stigmatisation par des élus locaux ou nationaux ou qui expliquent le rejet de certains riverains, que certains irresponsables politiques attisent, au risque de conduire à d'odieux affrontements.

Malgré l'engagement de François Hollande alors qu'il était candidat à la Présidence de la République, la publication d'une circulaire au mois d'août 2012 requérant la recherche de solutions alternatives aux bidonvilles et la mission confiée à la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement) pour sa mise en oeuvre, la situation de ces citoyens européens ne fait qu'empirer !

Pour les habitants des bidonvilles comme pour tous les sans-abri et mal-logés

Il est urgent de changer de politique ! Les solutions existent !
L'État, en lien avec les collectivités locales doit les penser et les construire à une échelle régionale avec les acteurs sociaux et surtout les intéressés eux-mêmes.

L'État doit cesser immédiatement les destructions de bidonvilles, les expulsions du territoire français et supprimer les mesures transitoires qui limitent l'accès de ces familles à l'emploi. Il doit coordonner la mise en place concrète de solutions de relogement pérenne en lien avec les communes, les conseils généraux et le conseil régional (réquisitions de bâtiments vides, constructions de logements passerelles...), pour les habitants des bidonvilles comme pour tous les mal-logés. Des propositions pour l'accès aux droits fondamentaux (scolarisation, emploi, santé, ...) sont également nécessaires. Des fonds européens destinés à la résorption de l'habitat indigne sont pour l'instant notoirement sous-utilisés.

Un relogement de ces familles et leur accompagnement social représenterait un effort dérisoire s'il était réfléchi avec elles et coordonné au niveau de la Région Île-de-France.

Nous demandons d'urgence un rendez-vous commun avec M. Jean Marc Ayrault, Premier Ministre, Mme Cécile Duflot, Ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, M. Alain Régnier, Délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement et M. Jean Daubigny, Préfet de la région d'Île-de-France, pour y porter les revendications et propositions des familles et des associations qui les soutiennent.

Copyright © UJFP

Le changement c'est urgent ! Le rendez-vous que nous demandons pourrait être le premier pas dans le nécessaire dialogue à instaurer entre toutes les parties concernées. Devra suivre rapidement une table ronde à l'échelle régionale rassemblant l'État, les collectivités locales, des représentants des familles et des associations pour la mise en place de solutions concrètes, dignes, pérennes et équitablement réparties sur le territoire francilien.

Pour soutenir ces revendications et cette demande de rendez-vous, nous appelons à une manifestation régionale le samedi 25 mai à 15h au départ de la place Saint-Michel et en direction de l'Hôtel Matignon.

Associations, collectifs et syndicats : Association Culturelle des Travailleurs Immigrés de Turquie, Association Femmes Plurielles, Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms (ASEFRR), Association Rromeurope, ASTI 93 (Clichy-Montfermeil), CEDETIM, Collectif de soutien aux droits des Rroms de Rosny, Collectif de Soutien aux Rroms du Val Maubuée (77), Collectif Romeurope 94, Collectif Romyvelines (Membre du collectif Romeurope), Comité de soutien aux Roms et Bulgares turcophones de Bobigny, Comité ATTAC N.91, Démocratie citoyenne et citoyenneté locales (Décil - Mantes), Droit au Logement (DAL), Ecodrom93, Équipe CCFD -Terre solidaire de St Denis, Intermèdes Robinson, La voix des Rroms, Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde (L.A.C.I.M), LDH (Paris et 93, Membre du collectif Romeurope), Merilin dans notre Ville (Noisy-le-Sec), MRAP (91-93-94-Nanterre-Paris), Observatoire citoyen du Cra de Palaiseau, Registre des Citoyens du monde Paris 13, RESF 93, Réseau 1427 (Saint-Denis), Solidarité A Villebon Avec Les Familles Et Roms et Roumaines (SAVALFERR), Sortir du colonialisme, Union Locale CNT Chelles & Marne-la-Vallée. Union Syndicale Solidaires (91 et 93),

Organisations Politiques : Alternative Libertaire (AL), Les Alternatifs 93, Europe Écologie-Les Verts Ile-de-France (EELV-IdF), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Gauche Anticapitaliste (GA), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Parti Communiste Français (PCF), Parti de Gauche (PG)

Copyright © UJFP